

Les ressorts de la puissance alimentaire de l'Amérique latine

par Madame Martine Guibert
Géographe – Professeur à l'Université de Toulouse

127

Façonnés par la modernisation qui s'est accélérée à partir des années soixante, les systèmes agricoles latino-américains, en particulier les producteurs capitalisés et technicisés, ainsi que l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur globale, abordent le XXI^e siècle en affirmant leur aptitude à nourrir le reste du monde. Ceci du fait de ressources, de connaissances et d'innovations a priori facilement mobilisables et d'une gamme amplifiée de produits exportés : commodités de type tempéré et produits tropicaux, biocarburants (biodiesel et éthanol), produits de la filière forestière, etc.

Plus offensifs en termes de conquête de marchés et de reconnaissance de leur compétitivité, ces pays agro-exportateurs glissent vers des relations géopolitiques et géo-économiques plus indépendantes par rapport aux États-Unis. Une diplomatie aux couleurs du Sud se dessine, avec ses traductions dans les domaines agricole et agro-alimentaire. La volonté d'être des fournisseurs incontournables des marchés tiers existe, mais est-elle réalisable ? Sur fond de changement climatique qui suppose une géographie agricole différente à moyen terme et de terres arables potentiellement abondantes (au prix de déboisements qui inquiètent), les tensions sont en effet croissantes sur les ressources (foncier, eau, biodiversité, fertilité) et en matière de développement rural. En outre, l'insécurité alimentaire ayant augmenté au XX^e siècle en Amérique latine, les agricultures paysannes et familiales sont appelées à couvrir les besoins locaux et nationaux et elles sont parfois aidées en ce sens par les pouvoirs publics. Or, les populations urbaines pauvres et les foyers ruraux vulnérables souffrent de l'envolée récente des prix et la transition alimentaire pousse à consommer de plus en plus de produits carnés et à base de céréales. De plus, les classes moyennes et aisées expriment le désir de consommer des biens différenciés, issus des circuits courts et des démarches de certification.

Les ressorts de la puissance agricole latino-américaine sont donc en tension entre le fait de pouvoir nourrir le monde et celui de vouloir alimenter la région. Ils sont placés sous le triple sceau de l'intensification productive à des fins exportatrices et d'auto-suffisance, des sécurités alimentaire et énergétique, ainsi que du caractère ambivalent de la hausse des prix, bénéfique aux producteurs et préjudi-

cialisable pour le consommateur. Cette double dimension, exportations versus approvisionnement régional, est analysée dans cet article en étudiant, d'abord, le caractère stratégique à l'export du secteur agricole, puis, en deuxième partie, le soutien des filières globalisées et, en troisième partie, le défi de la sécurité alimentaire, avant de conclure sur le rôle incontournable de la région à la géopolitique alimentaire du XXI^e siècle.

1. L'AGRICULTURE, LA RICHESSE ET L'INFLUENCE

Enracinée dans le système colonial d'exportation qui a donné au monde nombre de fruits et de légumes (maïs, tomate, pomme de terre, ...), l'orientation agro-exportatrice anime encore en grande partie le dynamisme de secteurs agricoles qui continuent à être le cœur des économies et des sociétés latino-américaines, même pour des pays industrialisés comme le Brésil.

1.1. Une gamme élargie de produits sources de devises à l'export

Orange, café, cacao, bananes, canne à sucre sont autant de productions obtenues dans les plantations centraméricaines, caribéennes ou nord-brésiliennes qui accaparent des parts conséquentes du marché mondial : en 2009, le pourcentage était de 70 % pour l'orange et ses produits dérivés, ainsi que pour les bananes et de 45 % pour le café ou le sucre. D'autres fruits tropicaux (ananas, mangue, citron, etc.) complètent cette spécialisation, tout comme le quinoa équitable, des épices, les fleurs coupées exportées par avion depuis la Colombie et l'Équateur, les cerises ou le raisin de table du Chili et des niches de marché créées *ex nihilo* comme les asperges du Pérou. Nonobstant, en plus du maïs originaire de la Mésio-Amérique ou du soja d'origine asiatique, ce sont bien les produits de climats tempéré à froid qui ont irrémédiablement transformé les paysages et les objectifs commerciaux.

La provenance sud-américaine des céréales et des oléo-protéagineux (blé, tournesol), des produits des élevages (viandes rouges et blanches, laine) identifie la forte dépendance du marché mondial vis-à-vis du continent américain, d'où provenaient, en 2009, 52 %

des graines de soja échangées, un tiers du maïs, 7 % du blé et du riz, plus de 40 % des viandes bovine et aviaire et 14 % de celle de porc¹. Du fait de l'incorporation croissante durant les années deux mille de nouveaux items comme les biocarburants (éthanol vendu par le Brésil, biodiesel par l'Argentine), les produits de la filière forestière (Uruguay) ou encore les vins (Chili, Argentine, Uruguay), l'Amérique latine a accru sa participation au marché agricole mondial. En valeur, celle-ci a atteint 14 % pour la période 2006 – 2009 contre moins de 11,5 % sur les années 2000 – 2004 et 11 % à la fin des années quatre-vingt-dix.

Mais seuls quelques pays sont à la source de ce gain et totalisent plus des trois quarts des exportations agro-alimentaires latino-américaines. Le Brésil réalise plus de 5 % des exportations mondiales (participation doublée), soit le tiers des ventes latino-américaines. L'Argentine et les autres pays du Cône Sud (Uruguay, Paraguay, Chili) en représentent autant, le Mexique 11 % et la Colombie 4 %. Plus le pays est *développé* ou exploite d'autres ressources primaires (pétrole, gaz, minerais), moins les productions agro-alimentaires participent aux PIB nationaux. Le pourcentage est inférieur à 10 % pour le Mexique ou le Chili et de 10 à 20 % pour l'Argentine, le Brésil et la Bolivie. Mais il dépasse les 20 % pour le Paraguay, Cuba, le Honduras et le Guatemala². L'agriculture reste alors une importante source de devises : plus de la moitié des exportations dans les petits pays agricoles, 50 % en Argentine et le tiers pour le Brésil.

Si la gamme de produits est plus variée, allant jusqu'à des biens finis et labellisés, et sachant que d'aucuns considèrent que les commodités actuelles sont des produits d'innovation à forte valeur ajoutée, il n'en reste pas moins que les destinations sont assez similaires, donc en concurrence, et ce malgré la diversification de la palette de clients.

1. Banque mondiale, 2011 – Les données chiffrées utilisées dans l'article proviennent d'instances internationales comme la FAO ou la Banque mondiale. Construites à partir de statistiques nationales parfois défectueuses, ce sont bien souvent des ordres de grandeur et ceci augure mal d'une connaissance fine, actuelle et future, des espaces agricoles et ruraux ou de leurs acteurs.

2. Pourraient être additionnés les gains liés à l'économie illégale et à la production de drogues à partir de coca ou de pavot pour les marchés tiers (États-Unis, Europe) qui attirent des producteurs mal rémunérés par les cultures traditionnelles.

1.2. Interdépendances commerciales et concurrences régionales

Tel un retour de l'histoire, les pays d'Europe occidentale sont des acheteurs réguliers et solvables de commodités (en particulier, les graines et les protéines de soja), de viandes et de produits de niche (fruits, vins, commerce équitable ou bio) et, maintenant, de biocarburants. Depuis les années soixante-dix, le marché européen de la protéine de soja a pris une place définitive dans les destinations sud-américaines, ce suite à l'embargo sur les exportations décidé par les États-Unis du fait de la sécheresse de 1973. La dépendance vis-à-vis des approvisionnements américains a été consolidée avec l'accord de Blair House de 1992. Quant au marché de la viande, il est régi, pour les morceaux de qualité supérieure, par l'obtention de quotas de bœuf Hilton (quotas d'exportations en franchise de droits). Ayant eu des difficultés à honorer en 2010 le volume accordé, l'Argentine a vu surgir un concurrent solide : l'Uruguay qui, désormais, exporte, toutes destinations confondues, autant de viande bovine qu'elle, le pays voisin ayant même établi en 2011 un quota Hilton avec l'Union européenne.

Dans les années deux mille, le débouché européen a été rejoint par le marché chinois. La poussée du géant asiatique bouleverse la donne tant les volumes captés sont considérables et croissants (grains, viandes, biocarburants, fruits). L'Argentine y exporte par exemple 50 % de ses produits dérivés du soja (fèves et huile) et peut subir des volte-face commerciales dommageables. Ainsi en 2010, en représailles suite à des taxes sur ses exportations de produits manufacturés, mais sous couvert de problèmes de qualité (résidus phyto-sanitaires, OGM) et de protection de son industrie de trituration, la Chine a cessé d'émettre des bons d'importation d'huile argentine. Désarmée, la filière soja argentine a accusé baisse des prix, concurrence brésilienne et gestion de stocks inhabituels, avant de reprendre au bout de six mois de crise, le chemin chinois d'une dépendance affirmée. Les autres clients traditionnels des exportations latino-américaines sont des pays moyen-orientaux (Arabie saoudite), nord-africains (Algérie), l'Iran, l'Inde, etc.

Quant aux échanges agricoles entre États latino-américains, leur développement achoppe sur la similitude de l'offre entre pays

voisins, tout en bénéficiant de la complémentarité entre produits du Cône Sud (blé et farine, huiles brutes) et les denrées tropicales du Nord, ainsi que de rapprochements commerciaux et politiques au gré des accords d'intégration régionale ou bilatéraux. L'Alena, bien entendu, modifié la balance commerciale agricole avec les États-Unis, le Mexique étant déficitaire en céréales depuis 2004. Fin 2005, le report *sine die* des négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques a eu pour alternative la signature de l'accord CAFTA-RD³ qui unit les États-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine. La libéralisation des échanges fait de la Més-Amérique un marché captif de la puissance du Nord et creuse la situation d'importateurs agricoles nets des pays de la zone. Dans le cadre de la Communauté andine des nations (CAN) et du Mercosur, les échanges commerciaux se sont accrus. Mais, côté agricole, ils subissent des blocages récurrents : mises en concurrence, les productions sont bien souvent protégées par des mesures spécifiques (liste d'exception dans le cas des unions douanières incomplètes) ou protectionnistes. Fournisseur indispensable du marché mondial, l'Amérique latine a élargi le nombre de ses clients, et concurrence de plus en plus produits du Nord sur les marchés émergents du Sud. Sa remarquable compétitivité et le potentiel de croissance de son offre légitiment des revendications âprement défendues dans les négociations commerciales multilatérales ou régionales.

1.3. Stratégies offensives et diplomatie Sud – Sud

Fort des panels coton et sucre remportés en 2004 à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre les États-Unis et l'Union européenne, le Brésil anime un G-20 qui ne cesse de réclamer la diminution de leurs aides à l'exportation ou à la production. En ce sens, le cycle de Doha imprime le début d'une nouvelle période où les partenaires latino-américains expriment des velléités commerciales étayées par leur progression à l'export et à la production. Ainsi, les pays agro-exportateurs latino-américains souhaiteraient renforcer la destination européenne de leurs produits agricoles et alimentaires. La fin des accords ACP profite sans nul doute aux producteurs de bananes d'Équateur ou

d'Amérique centrale. En revanche, les négociations, relancées en 2010, sur un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur achoppent sur le dossier agricole, les Européens (et la France) craignant l'entrée croissante de biens alimentaires sud-américains (viandes notamment).

Mais la compétitivité agricole défendue dans les arènes internationales est également au centre d'une diplomatie Sud – Sud montante. Telle une illustration du basculement du monde⁴, les rapports entre le Brésil et l'Afrique reposent sur une coopération qui va de la vente d'éthanol initiée sous le gouvernement de Lula à des accords d'aide au développement de la production de canne, avec transferts de technologies et formation de cadres africains par des agronomes brésiliens. Côté Argentine, si l'État est aussi partie prenante, ce sont des acteurs privés et des représentants de la filière soja qui portent, pour leur part, la concrétisation de relations commerciales avec leurs pairs d'Afrique du Sud : vente de machinisme agricole de dernière génération, mobilité d'ingénieurs agronomes, etc.

Ces stratégies d'influence impliquent des acteurs publics et privés dans des logiques de partenariats Sud – Sud inédits et porteurs à court terme. Elles établissent des relations de reconnaissance de savoir-faire et d'innovations qui sous-tendent l'orientation exportatrice d'une partie des agricultures latino-américaines.

2. CHOIX POLITIQUES ET GLOBALISATION DES SYSTÈMES ET DES MÉTHODES

Les espaces propices à des activités agricoles de type productiviste embrassent les zones tropicales humides ou sèches de l'ensemble de l'Amérique latine, et les milieux tempérés du Cône sud. Ils accueillent les plantations tropicales, l'élevage et l'agriculture, objets de la transnationalisation du capital et du dynamisme économique de la fin du XIX^e siècle. Mais le tournant décisif est intervenu à partir des années soixante-dix, avec le déploiement de la modernisation et de l'agro-négoce qui a provoqué intensification et internationalisation des filières (présence sur tout le continent

3. Central America Free Trade Agreement and Dominican Republic.

4. Rouquié, 2011.

des traders, semenciers, fabricants d'intrants originaires d'Europe ou des États-Unis, internationalement connus). La phase actuelle de financiarisation est tout aussi cruciale quant à l'entrée, depuis les années deux mille, dans une nouvelle ère de hausse de la productivité et de la production. Ces étapes allient intérêts géo-économiques et choix productifs et elles poussent les agricultures latino-américaines à parfaire leur participation à la globalisation des méthodes, des acteurs et des innovations.

2.1. Attractivité et spécialisation

La seconde moitié du XX^e siècle a permis de consolider la constitution d'établissements agricoles réunissant capital, innovations (semences hybrides, puis matériel végétal génétiquement modifié, sélection animale, intrants, etc.), machines et connaissances, le tout dans un contexte de fort développement et d'implication d'entreprises transnationales. Les plantations tropicales reconduisent leur organisation industrielle et les vastes espaces cultivables de plaine vivent la moto-mécanisation. Tandis que le nombre d'hectares cultivés est passé d'environ 50 millions dans les années cinquante à plus de 150 au début des années deux mille, les pâturages ont eux aussi gagné les terres déboisées ou de savane (fronts agricoles et fronts pionniers). Conjugués à des rendements en hausse, les volumes obtenus ont crû très vite, faisant du Brésil et de l'Argentine des producteurs notoires de grains, de viandes et maintenant de biocarburants. Le Mexique, la Colombie, le Pérou, le Chili, sont remarquables dans le cas de produits comme le maïs, la canne à sucre, les viandes blanches ou les fruits tropicaux.

Tout comme leurs homologues européens et états-uniens, les agriculteurs familiaux capitalistes moyens et grands, les entrepreneurs et les investisseurs étrangers intègrent des filières agro-alimentaires aux activités de transformation d'aval sophistiquées (trituration, meuneries, laiteries, caves viti-vinicoles, etc.) et vecteurs des standards internationaux de qualité qui se diffusent dans les systèmes d'approvisionnement nationaux⁵. Ils vivent eux aussi le quatrième stade de l'agro-tertiaire⁶.

À l'issue de la crise du début des années deux mille, la nouvelle donne macro-économique (taux de change, crédit et innovations plus accessibles) et la flambée des prix internationaux, ont impulsé la dynamique agricole

actuelle. Pour les producteurs ayant survécu (les plus fragiles ayant été happés par l'endettement et les instabilités récurrentes), l'incorporation des dernières innovations appelle l'insertion dans des réseaux professionnels locaux et internationaux, dont les nœuds agro-industriels et urbains sont primordiaux pour l'information, la commercialisation, la recherche de capitaux. Dans le Cône Sud, l'agriculture en réseau⁷ prend de l'importance : des entreprises de production agricole réunissent les actifs nécessaires, dont les capitaux (fonds et autres sources d'investissement) et elles visent une rentabilité de court terme élevée. Elles peuvent franchir les frontières pour capter les terres nécessaires à leur logique financière et participer de la diffusion des méthodes culturelles optimisées.

En synthèse, la conjonction de facteurs déterminants comme les croissances démographique et urbaine, la recherche de devises pour supporter des orientations macro-économiques qui ont balancé du développement autocentré (jusqu'aux années soixante-dix) vers l'ouverture libérale (exacerbée dans les années quatre-vingt-dix) et une relance des exportations primaires (depuis la plus forte insertion dans les échanges internationaux des années deux mille) pousse à la hausse de la production et à la spécialisation. Toutefois, des facteurs imposent des contraintes qui limitent la performance.

2.2. Logistique déficiente et limites de la modernisation

Si le secteur affiche dynamisme et expansion, le dilemme se pose quant à l'utilisation accrue des ressources, le besoin de rotation des assolements. L'application d'intrants peut être mal gérée du point de vue des résidus. Sinon, leur moindre apport peut perturber la recomposition en nutriments de sols davantage sollicités dans le cas de l'agriculture en continu ou de terres d'élevage moins appropriées. La gestion hydrique des sols compose l'autre défi majeur et, si le semis direct l'améliore, (l'absence de labour préservant la structure physique du sol et la permanence d'un couvert végétal protégeant du ruissellement et de l'érosion éolienne), le compactage guette. Des innovations sont annoncées dans le cadre d'une troisième révolution agricole centrée sur les biotechnologies (génération future de plantes génétiquement modifiées que des semenciers mettent au point dans la

région avant diffusion mondiale, itinéraire technique de haute précision, traitement phytosanitaires ciblé, etc).

En aval de la production primaire, le point d'achoppement reste le manque flagrant d'infrastructures et la faible efficacité des moyens de transport, en particulier terrestre. Le camion est rarement remplacé par le train ou les barges fluviales, le réseau routier est de mauvaise qualité et les temps d'attente dans les terminaux portuaires très longs du fait du sous-équipement en silos de stockage de la ferme jusqu'au port. Les surcoûts découlant de la cherté du fret, de la perte de temps et de récoltes pénalisent les producteurs, dont les instances réclament des autorités publiques d'assumer les investissements nécessaires à une production en hausse rapide. Des projets aux échelles locale et nationale existent, de même qu'à l'échelle sous-continentale. Ainsi en est-il de l'IIRSA⁸, vaste programme d'aménagement de routes, ponts et voies fluviales, qui doit permettre aux régions sans débouché maritime de l'intérieur du Brésil, du Paraguay, de la Bolivie, d'atteindre notamment le littoral du Pacifique et les marchés asiatiques. Ce partenariat public – privé avance au gré des possibilités d'investissement et il est souvent rattrapé par des considérations géopolitiques, le passage d'une route voulue par le Brésil en pleine région indigène ayant été, par exemple, refusée par le président bolivien suite à la pression des populations locales.

La modernisation des agricultures latino-américaines est relative aussi étant donné le fait qu'elle est « conservatrice ». En 1995, l'universitaire et ancien ministre de l'Agriculture du Chili Jacques Chonchol constatait ainsi que la structure agraire restait figée, les tentatives récurrentes de réformes de la distribution des terres ayant souvent échoué (ou consisté en une répartition de terres publiques ou l'ouverture de fronts pionniers forestiers) et l'agriculture de subsistance (*minifundisme*) n'ayant pas diminué. Les politiques de soutien à l'intensification n'ont pas pris en compte des producteurs difficiles à encadrer de par leur diversité et leurs systèmes de connaissances différents : paysans des terres communautaires, petits produc-

5. Charvet, 2007.

6. Rastoin et Ghersi, 2011.

7. Guibert et alii, 2011 ; Guibert et Sili, 2010.

8. Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana.

teurs marginalisés, paysans sans terre, etc. Majoritaires sur les hauts plateaux et dans les vallées andines, ils pratiquent l'étagement vertical de leurs cultures aux alentours de villages perchés à 3 000 mètres. Surexploitant un parcellaire morcelé et peu productif, ils ont la particularité de ne pas s'être résignés et revendiquent leurs droits à la terre et à leurs valeurs. La pauvreté rurale les touche et quand elle a pu être un peu résorbée, c'est davantage sous l'effet de programmes sociaux que de l'amélioration des revenus agricoles. Cependant, il y a actuellement un regain d'intérêt pour la petite et moyenne agriculture faiblement productive.

2.3. La cause des agricultures familiales et du développement rural

En Amérique latine, la population agricole concerne de 10 à 60 % de la population active, l'amplitude balayant le large spectre des écarts de développement. Elle est moindre dans les pays du Cône Sud, mais très élevée dans les pays andins, méso-américains, en Haïti ou en République dominicaine où plus des deux tiers des emplois ruraux ont à voir avec l'agriculture. Par ailleurs, toujours selon la FAO, l'Amérique latine comptait, à la fin de la décennie 2000, 41 millions de producteurs agricoles (pour 125 millions environ de ruraux) contre 44 à ses débuts (sur le total mondial de 1,3 milliard). Cette variation englobe à la fois des mouvements de hausse comme au Brésil (plus de 5,1 millions d'exploitations) ou dans certains pays andins (morcellement des petites structures et pratiques de mobilités circulatoires locales) et des mouvements de baisse plus fréquents (exode rural, concentration des structures en Argentine avec moins de 280 000 exploitations selon le recensement de 2008).

Or, le gros de ce contingent agricole est formé par les petites et moyennes agricultures qui ont subi un désintérêt certain durant les dernières décennies, la croissance agricole ayant pour corollaire paradoxal le maintien de la pauvreté rurale ou bien des perturbations de l'organisation sociale locale entre gagnants de la modernisation et exclus⁹. Néanmoins, sur fonds de recommandations émanant d'institutions internationales¹⁰, des soutiens directs proposent désormais de l'assistance technique (Brésil, Chili, Colombie) et encouragent les productions locales différenciées par

des labels (café, vins, fruits) ou intégrées dans des circuits courts de commercialisation¹¹. De plus, les initiatives des producteurs sont nombreuses : pratiques agro-écologiques, marchés de proximité, relations directes avec le consommateur, etc. En fait, des programmes de développement rural qui, jusqu'à présent, prônaient le soutien social en guise de moyen de réduction de la pauvreté, ont glissé vers des programmes de développement territorial (avec implication des autorités locales), au sein desquels la petite et moyenne agriculture doit être le pilier d'activités socio-économiques rurales élargies et soucieuses de développement durable. Les systèmes agro-alimentaires localisés (SyAL) englobent ces objectifs d'une agriculture pourvoyeuse à l'échelle locale et nationale de denrées alimentaires indispensables à des populations (urbaines) de plus en plus nombreuses, tout en valorisant les territoires à travers l'agrotourisme ou des dénominations de qualité reconnues aussi au niveau international et en assurant des services environnementaux à la société (gestion de l'eau, biodiversité, etc.)¹². La géographie agricole latino-américaine est ainsi redessinée, au gré de la priorité donnée aux productions vouées à l'exportation sur celles destinées aux marchés intérieurs. Ces dernières décennies, les échanges ont progressé plus vite que la production, tandis que les investissements directs étrangers (IDE) des entreprises transnationales de l'agro-négoce augmentaient très rapidement, prouvant leur engouement pour une région du monde à forte potentialité de rentabilité agro-alimentaire. Ces acteurs étrangers sont accompagnés par des entreprises agro-alimentaires latino-américaines en plein processus d'internationalisation. JBS Friboi, Aje-group, Group Bimbo, Marfrig Brasil Foods, Viña Concha y Toros, figurent parmi les trente *multilatinas*, tous secteurs confondus, ayant accru leur présence et leurs investissements à l'étranger¹³.

Les entreprises agro-alimentaires, nationales et étrangères, imposent finalement des standards de consommation. Or, l'agriculture familiale est de plus en plus perçue comme le pilier de l'approvisionnement de populations nationales dont les besoins évoluent et dont les moyens sont disparates, dans un sous-continent où la pauvreté reste à résorber et les inégalités criantes.

3. LOCALEMENT, LE DÉFI D'UNE ALIMENTATION POUR TOUS

L'Amérique latine a vu le nombre de ses habitants augmenter de 60 millions en 1900 à 156 en 1950, 523 en 2000 et 580 en 2010 ! Le boum est passé et la transition démographique en voie d'achèvement, mais la proportion de jeunes est élevée et la population croît encore à des rythmes d'environ 2 %. De plus, l'Amérique latine est (et a toujours été) urbaine : 75 % à 80 % des habitants vivent en ville. Avec la tendance haussière des prix alimentaires, assurer l'approvisionnement des citadins est donc primordial, tout comme la résolution des problèmes de nutrition, voire de faim, des familles rurales pauvres.

3.1. Insécurité alimentaire et modification des comportements

En miroir des succès à l'exportation du sous-continent, l'exacerbation de l'insécurité alimentaire a surgi dans le courant du XX^e siècle. L'accroissement de la dépendance des pays andins et centraméricains fait écho au délaissement des cultures vivrières (maïs, haricots) et de leurs producteurs. Riche de sa manne pétrolière, le Venezuela achète 70 % de son alimentation. Ainsi, les importations ont pris le relais et l'aide alimentaire (farine de blé) aussi. La difficulté d'accès aux aliments est souvent accentuée par les défaillances logistiques (coûts élevés du transport interne) et les moyens limités des populations rurales nécessiteuses ou des familles des quartiers urbains informels. La pauvreté, qui touche la majorité des paysans et des travailleurs ruraux¹⁴, est synonyme de mal ou de dénutrition, même dans des pays d'abondance agricole (problèmes de faim au nord-ouest de l'Argentine).

De plus, la question alimentaire a surpris les milieux urbains quand la hausse des prix survenue à partir de la fin des années deux mille

9. AIPE y GDAE, 2009.

10. Cervantes-Godoy et Debwre, 2010 ; Banque mondiale, 2008.

11. Sabourin, 2007.

12. Boucher, Carimentrand et Requier-Desjardins, 2003.

13. Voir : <http://rankings.americaeconomia.com/2011/multilatinas/ranking-multilatinas-completo>.

14. Parmi les tiers (valeur en diminution) des Latino-américains vivant en dessous du seuil de pauvreté, 40 % sont des ruraux, soit environ 50 millions de personnes.

a avivé les protestations des classes moyennes, perplexes devant la cherté de la farine, de la *tortilla* (galette de maïs) ou de la viande. Des politiques d'intervention tentent de juguler l'envolée des prix (Uruguay, Argentine, Équateur). Mais le succès est mitigé et ne préfigure pas une politique alimentaire de long terme. De manière plus structurelle, en Amérique latine, environ 60 % de l'alimentation sont distribués par des chaînes locales et étrangères (Carrefour, Wal-Mart) de super et d'hypermarchés. Elles accueillent des consommateurs détenteurs de cartes de crédit ou de débit (mais pas les habitants les plus modestes qui payent au comptant, dans les épiceries ou les marchés de quartier) et proposent les denrées que la transition alimentaire met en avant : produits à base de céréales panifiables, légumes, produits laitiers, viandes blanches. Le comportement alimentaire des Latino-américains change pour des schémas occidentaux, la balance penchant plus pour les boissons gazeuses et la bière que pour les vins !

3.2. Aide à la petite et moyenne agriculture au nom de la souveraineté alimentaire

La crise alimentaire de 2007 – 2008 et la sensibilité accrue des gouvernements actuels aux revendications sociales ont débouché sur des décisions politiques en faveur du droit à l'alimentation pour tous. L'action du Brésil est presque célèbre, avec le programme global *Faim zéro* qui consiste en un ensemble de politiques sociales alliant l'amélioration des revenus des petits producteurs et l'accroissement de l'offre de biens alimentaires, ainsi que la proposition de nourriture bon marché et des actions d'urgence. Fortement soutenu par l'État, *Faim zéro* contient le programme *Bolsa familia* (allocation financière aux familles pauvres), des aides à des restaurants populaires et des banques alimentaires, ainsi que le programme national des repas scolaires (distribution de repas gratuits aux enfants des écoles), sachant que 30 % des denrées qui les composent doivent être fournis par la petite agriculture familiale. En 2009, l'Équateur s'est doté d'une loi nationale sur la souveraineté alimentaire, le principe étant l'appui aux capacités de production des petites structures pour une autosuffisance meilleure en volumes et en qualité nutritionnelle, et la dispense de

cours dans les écoles sur une consommation équilibrée.

D'autres pays, tels le Guatemala ou l'Uruguay, peuvent aussi être cités, vouloir nourrir ses habitants relevant d'une implication des autorités publiques en faveur d'une meilleure combinaison entre l'offre et les besoins alimentaires nationaux. Pallier les défaillances de petits producteurs peu aguerris et démunis face aux risques de production et aux conditions du marché est une clé. Multiplier les moyens d'accès à la nourriture pour des consommateurs au pouvoir d'achat très limité ou inexistant et contribuer à améliorer leur nutrition de base constitue l'autre clé d'un trousseau qui doit ouvrir également la porte de la stabilité des prix et celle de l'équilibre alimentaire, les cas d'obésité ou de maladies liées à la mauvaise – trop riche – alimentation se multipliant.

IDÉES CONCLUSIVES : LE VINGT-ET-UNIÈME SIÈCLE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE SERA (AUSSI) LATINO-AMÉRICAIN

Indéniablement, le sous-continent latino-américain sera un partenaire majeur de l'échiquier agricole mondial du XXI^e siècle, avec une intensité dépendante de variables telles que l'augmentation effective des rendements, l'usage durable des ressources, la transformation industrielle, l'amélioration de la logistique, la question foncière et avec des retombées à mesurer à l'aune du développement rural et de la réduction de la pauvreté dans ses campagnes.

En termes de potentialités productives, la Banque mondiale souligne dans ses rapports que, sur un total de 445,6 millions d'hectares potentiellement utilisables à travers le monde, plus de 123 millions de ces terres arables se situent en Amérique latine, dont une très grande partie au Brésil, en Argentine et en Uruguay. La pression foncière est d'ailleurs d'actualité, avec des investisseurs de diverses natures : producteurs entrepreneuriaux en expansion, sociétés d'investissement qui revendent à court terme, à la recherche de plus-value, fonds souverains, etc. Les nationalités croisent des intérêts européens, chinois, états-uniens, etc. Sensibilisés par des opinions publiques qui y voient une atteinte à la sou-

veraineté nationale et même si les acheteurs sont souvent des investisseurs locaux, certains États se dirigent vers une réglementation plus contraignante en matière d'imposition fiscale (Uruguay) ou de limitation des achats (Argentine), le Brésil interdisant l'acquisition des terres frontalières.

L'expansion spatiale de la production, déjà amorcée au détriment d'écosystèmes locaux fragiles ou en voie de disparition (savane arborée des Cerrados, Yungas boliviennes), devrait accroître le processus de réaffectation des terres au profit des cultures, l'élevage étant davantage confiné et relégué dans des contrées aux sols moins fertiles et aux climats plus chauds (processus de tropicalisation). Le cœur sub-tropical de l'Amérique du Sud (région du Chaco, Amazonie) accueille ainsi des cheptels toujours plus importants, avec adaptation des races comme la Brangus. Leur conduite, en terres paraguayennes, par des ressortissants uruguayens ou brésiliens, illustre l'entrelacement d'acteurs au rayon d'action national et des conflits naissent pour des terres à la valeur croissante. La légitimité de certains investissements peut également créer des tensions. L'exemple paroxysmique a été la protestation de la part de militants écologistes majoritairement actifs depuis l'Argentine contre la construction de l'usine de pâte à cellulose UPM (ex-Botnia) en Uruguay, sur les rives du fleuve frontalier éponyme. Le blocage pendant trois ans des ponts bi-nationaux (et la présentation du dossier devant le tribunal de La Haye) a cristallisé des doutes quant à la capacité de l'usine à maîtriser les impacts environnementaux de son activité, tout en révélant la crispation argentine face au développement agro-industriel du petit pays voisin.

L'incorporation de terres n'oblitére pas l'impact tout aussi primordial de l'amélioration des rendements et du niveau des coûts. Étant donné les capacités technologiques, la recherche agronomique et le capital humain, les innovations organisationnelles (agriculture entrepreneuriale en réseau) et productives (semis direct, transgénèse, agriculture de précision), mais aussi financières (fiducie) et commerciales (marchés à terme, produits dérivés) qui permettent de mieux assumer risques et aléas, des gains de productivité et la diminution des coûts de production sont envisageables, surtout avec des échelles de production élevées, et ce d'autant si l'utilisa-

tion d'intrants est accrue (l'irrigation, aussi, dans une moindre mesure). L'hypothèse est faite d'une forte hausse des rendements d'ici 2050, certains scénarios envisageant même leur doublement¹⁵.

La contrepartie réside dans la prise de conscience de la nécessaire préservation de certaines ressources telles l'eau ou les sols. La désertification, l'aridification ou la salinisation (sud du Brésil par exemple) alertent quant à un réajustement de certaines pratiques, sur fonds de changement climatique. La maîtrise de la déforestation est difficile à réaliser, tout comme la mise en culture des terres tropicales débouche sur la question cruciale du maintien de leur fertilité. L'agro-pastoralisme et l'agro-foresterie peuvent atténuer ces risques, ils rejoignent ici la question sociale. La transformation de certains écosystèmes contient en effet un volet social : les populations voient leurs conditions de vie locale (et leurs systèmes de valeurs) bouleversées, surtout si elles dépendent des ressources naturelles affectées (plantes médicinales, bois). Par

ailleurs, quid des règles du marché foncier ? Peuvent-elles contribuer à une répartition favorable aux petits et moyens producteurs qui manquent de terres, ceci supposant de leur donner accès, aussi, aux moyens techniques ? Ou bien les acteurs dominants et les cultures énergétiques seront-ils privilégiés ? Quoi qu'il en soit, et malgré le goulot d'étranglement de la logistique, l'engagement dans l'agriculture en continu et la multiplication des systèmes intensifs de production, avec une forte spécialisation des régions et des zones, augurent de volumes produits en hausse. Déjà dotée des plus forts excédents, l'Amérique latine devrait fournir un marché mondial avide de produits carnés, de céréales et de biocarburants. Les deux grands pays agro-exportateurs annoncent régulièrement leur intention et leur possibilité d'augmenter de 40 % (Brésil) et 60 % (Argentine) leur production d'ici à 2020. De par les volumes engagés croissants et leurs coûts de production relativement faibles (grevés par des contextes nationaux incertains) constitue-

ront-ils un levier pour peser sur l'évolution de certains prix alimentaires¹⁶ ?

Durabilité des conditions de production, sécurité alimentaire, approvisionnement énergétique : la géopolitique agricole contemporaine délimite, par ce triple défi, le cadre des relations futures entre pays du Sud et pays du Nord. L'éthanol de canne obtenu sous climat tropical au Brésil, en Colombie ou en Amérique centrale et la « tropicalisation » de l'élevage au centre de l'Amérique du Sud sont emblématiques de cette redistribution des cartes que les pays latino-américains veulent mettre à leur profit, de par leur aptitude à amplifier des atouts d'envergure. Grenier, supermarché, station-service du monde ? Probablement les trois à la fois, si les espaces agricoles et ruraux ne sont pas seulement les lieux de formes d'agriculture entrepreneuriale peu soucieuses des ressources et des hommes.

15. Paillard et alii, 2010.

16. Banque mondiale, 2011.

Bibliographie

- AIPE (*Asociación de Instituciones de Promoción y Educación*) y GDAE (*Instituto del Desarrollo Global y Medioambiente*). *Promesas y peligros de la liberalización del comercio agrícola. Lecciones desde América latina*, 2009, 171 p., (www.aipe.org.bo, www.gdae.org)
- Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement*, 2009, (<http://siteresources.worldbank.org>)
- Banque mondiale, *El alto precio de los alimentos: respuestas de América Latina y el Caribe a una nueva normalidad*, 2011, 36 p., (www.worldbank.org/alc)
- BOUCHER F., CARIMENTRAND A. et REQUIER-DESJARDINS D. « Agro-industrie rurale et lutte contre la pauvreté : les systèmes agroalimentaires localisés contribuent-ils au renforcement des « capacités » ? », *3ème Colloque sur l'Approche des Capacités, Université de Pavie, 7-9 septembre 2003*, en ligne www.unipv.it/deonticalsen/papers/Bouche_et_al.pdf
- CERVANTES-GODOY D. et DEWBRE J. *Importance économique de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté*, Paris, Éd. OCDE, 2010, 29 p., www.oecd.org/dataoecd/32/48/44804779.pdf
- CHARVET J.-P., *L'agriculture mondialisée*, Paris, La Documentation Française, 2007, 63 p.
- CHONCHOL J. *Les systèmes agraires en Amérique latine – des agricultures préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Paris, Ed. IHEAL, 1995, 366 p.
- FAOSTAT, Base de données de la FAO
- GUIBERT M. et SILI M., « Argentine : expansion agricole et dévitalisation rurale », p. 338-351. In : JEANY Y. et GUIBERT M. (éd. scient.), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Paris, Ed. Colin, Coll U, 2011, 408 p.
- GUIBERT M., SILI M., ARBELETCHÉ P., PIÑEIRO D. et GROSSO S., Les nouvelles formes d'agriculture entrepreneuriales en Argentine et en Uruguay, *Économies & Sociétés, Série systèmes agro-alimentaires*, AG, N°33, 10/2011, p. 1813-1831
- PAILLARD S., TREYER S. et DORIN B. (coord). *Agrimonde – Scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050*, Paris, Ed. Quae, 2010, 295 p.
- RASTOIN J-L et GHERSI G. *Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*. Paris, Ed. Quae, 2010, 565 p.
- ROUQUIÉ A. L'Amérique latine dans un ordre mondial en mutation, p. 15-27. In : COUFFIGNAL G. (Ed.), *Annuaire Amérique latine 2011 – L'Amérique latine est bien partie*, Paris, Ed. Doc. française, Coll Mondes émergents, 2011, 208 p.
- SABOURIN É. *Paysans du Brésil, entre échange marchand et réciprocité*, Paris, Ed. Quae, 2007, 240p.